

La gouvernance mondiale : crise et redéfinitions.

I. Le rêve malmené d'une gouvernance universelle

A. L'ONU, organe de référence d'une communauté internationale

- 1) La mise en place d'une gouvernance multilatérale
- 2) Les limites de la gouvernance onusienne apparaissent précocement

B. Les institutions de Bretton Woods, une inclinaison libérale de la gouvernance mondiale.

C. Le « système des G »

La Charte des Nations Unies est signée par une délégation lors d'une cérémonie organisée au *War Memorial Building* de San Francisco, le 26 Juin 1945.





COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
– UNESCO
– UNICEF
– FAO
– etc.

SECRETARIAT GÉNÉRAL
1 Secrétaire général
(élu pour 5 ans, rééligible)

propose

décide

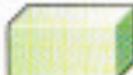
CONSEIL DE SÉCURITÉ
5 membres permanents avec droit de veto
(États-Unis, URSS, France, Royaume-Uni, Chine)
6 puis 10 membres non permanents (élus pour 2 ans)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
1 État = 1 voix
1 session ordinaire annuelle

élit

élit

ÉTATS

-  Délibération
-  Décision
-  Organes spécialisés

Les agences spécialisées de l'ONU (exemples)

FNUAP Fonds des Nations Unies pour la population

ONU-Habitat⁸ Programme des Nations Unies pour les établissements humains

PAM Programme alimentaire mondial (ONU/FAO)

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

- **FENU** Fonds d'équipement des Nations Unies
- **VNU** Volontaires des Nations Unies

PNUE⁸ Programme des Nations Unies pour l'environnement

UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance

CNUCED^{1,8} Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

HCR¹ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

ITC Centre du commerce international (CNUCED/OMC)

ONU-Femmes¹ Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

UNOPS¹ Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

UNRWA¹ Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FIDA Fonds international de développement agricole

FMI Fonds monétaire international

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE⁷

- **BIRD** Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- **IDA** Association internationale de développement
- **SFI** Société financière internationale

OACI Organisation de l'aviation civile internationale

OIT Organisation internationale du Travail

OMI Organisation maritime internationale

OMM Organisation météorologique mondiale

OMPI Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

OMS Organisation mondiale de la Santé

OMT Organisation mondiale du tourisme

ONUDI Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

UIT Union internationale des télécommunications

UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UPU Union postale universelle



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Siège de l'UNESCO, Paris, 7e arr., 1958.



Objectifs du Millénaire pour développement



Entérinés en septembre 2000, huit objectifs que les 191 états membres des Nations Unies ont convenu d'essayer d'atteindre d'ici 2015.



Agenda 2030 : les Objectifs de Développement Durable (ODD)



2015





Raúl Prebisch (1901-1986)

Économiste et diplomate argentin, il a profondément marqué la culture économique latino-américaine.

Il a développé des thèses considérées comme « hétérodoxes », car elles contestent la théorie dominante du commerce et de la division internationale du travail. Il dénonce la « détérioration des termes de l'échange ». « *Traid, not aid* ».

Entre 1964 et 1969, il est le premier secrétaire général de la CNUCED.

Milton Friedman, 1912-2006, prix Nobel d'économie en 1976, grande figure de l'école de Chicago.

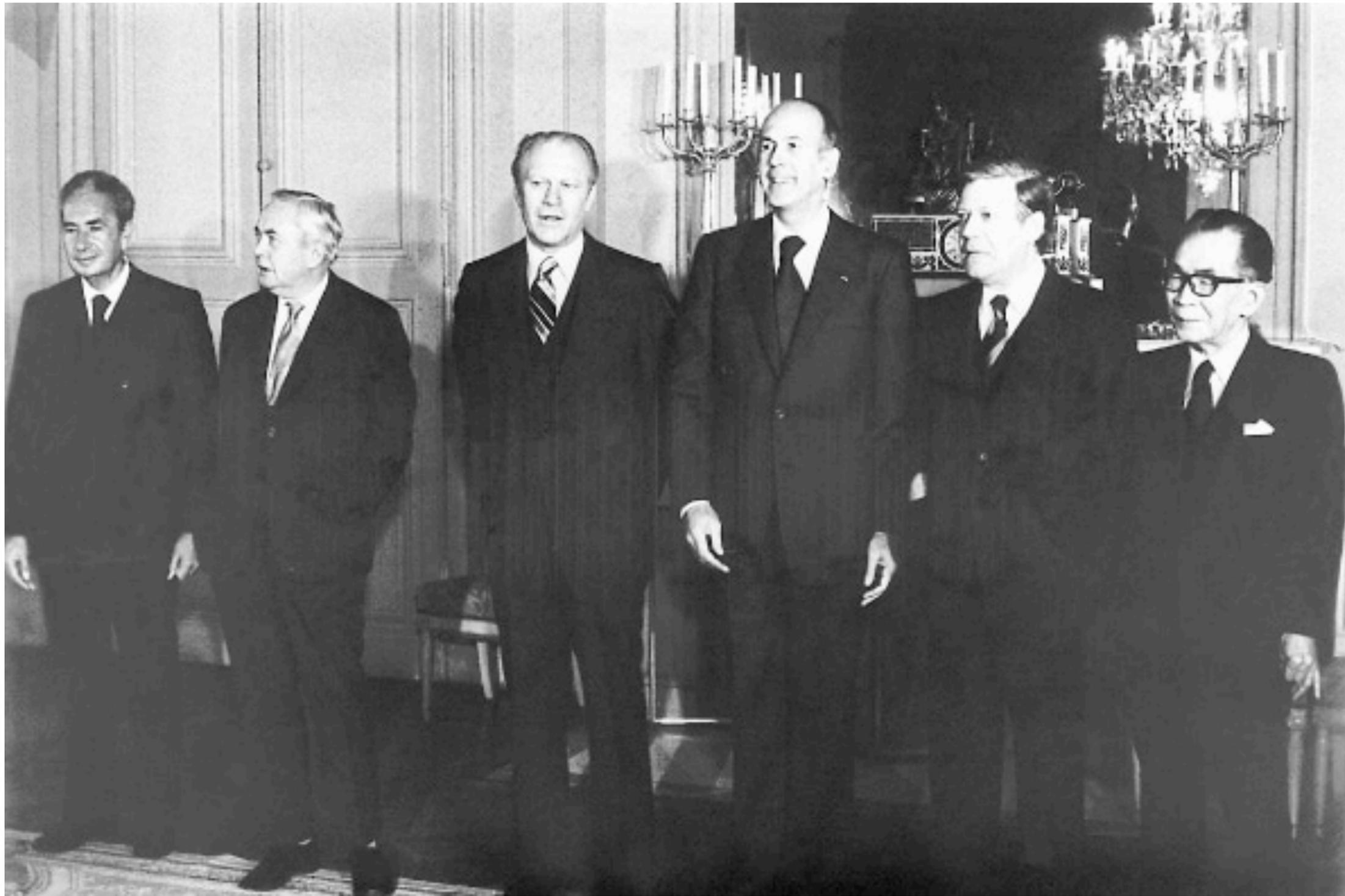




Mark Mazower
**Governing
the
World**
The History of an Idea

2012

Première réunion du G6 au château de Rambouillet en 1975



Les participants sont **Gerald Ford**, qui vient de succéder à Richard Nixon, le premier ministre japonais **Takeo Miki**, et les Européens **Valéry Giscard d'Estaing** (France), **Helmut Schmidt** (Allemagne), **Harold Wilson** (Royaume-Uni) et **Aldo Moro** (Italie).

49e sommet du G7, mai 2023, Hiroshima, Japon.







 **Canada**
Justin Trudeau,
Premier ministre



 **France**
Emmanuel Macron,
président de la
République



 **Allemagne**
Olaf Scholz,
chancelier fédéral



 **États-Unis**
Joe Biden,
Président



 **Italie**
Giorgia Meloni,
présidente du Conseil
des ministres



 **Japon**
Fumio Kishida,
Premier ministre



 **Royaume-Uni**
Rishi Sunak,
Premier ministre



 **Union européenne**
Charles Michel,
Président du Conseil



 **Union européenne**
Ursula von der Leyen,
Président de la
Commission

Réunion du G7 sur l'Ukraine, 24 mars 2022

Le 24 mars, les dirigeants du G7 se sont réunis au siège de l'OTAN à Bruxelles, à l'invitation de la présidence allemande du G7, afin de **renforcer davantage leur coopération** face à l'**agression injustifiable, non provoquée et illégale** de la Russie et à la guerre que le président Poutine a choisi de mener **contre l'Ukraine, une nation indépendante et souveraine**.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est également adressé aux dirigeants du G7 par vidéoconférence.

› Déclaration des dirigeants du G7 - Bruxelles, 24 mars 2022

Vladimir Poutine doit être vaincu. Nous devons soutenir l'Ukraine autant que possible et mettre en œuvre les sanctions afin de faire pression sur le Kremlin.

— Charles Michel, président du Conseil européen



Intervention du président Charles Michel avant la réunion des dirigeants du G7 à Bruxelles

Les invités au 49e sommet du G7 (2023)



 **Australie Anthony Albanese**, Premier ministre



 **Brésil Luiz Inácio Lula da Silva**, président de la république



 **Comores Azali Assoumani**, président



 **Îles Cook Mark Brown**, Premier ministre



 **Inde Narendra Modi**, Premier ministre



 **Indonésie Joko Widodo**, président de la république



 **Corée du Sud Yoon Seok-yeol**, président de la république



 **Ukraine Volodymyr Zelensky**, président



 **Viêt Nam Phạm Minh Chính**, Premier ministre

Chefs d'État ou de gouvernement invités au 48e sommet du G7 (2022)



 **Inde**

Narendra Modi, Premier
ministre



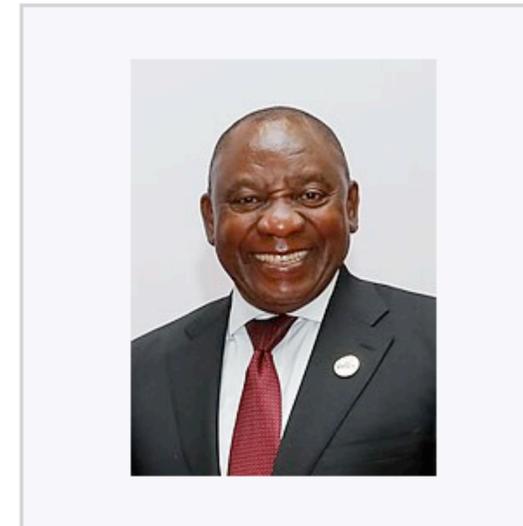
 **Indonésie**

Joko Widodo, Président



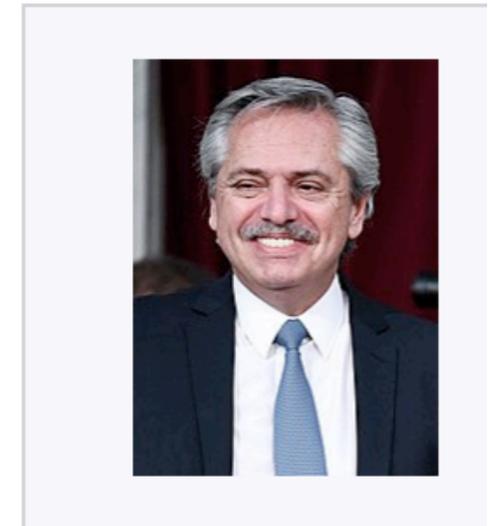
 **Sénégal**

Macky Sall, Président



 **Afrique du Sud**

Cyril Ramaphosa,
Président



 **Argentine**

Alberto Fernández,
Président

II. Le fonctionnement actuel de la gouvernance mondiale : un archipel complexe

A. La naissance du G20

B. Des acteurs et structures démultipliés

- 1) La pratique des groupes restreints
- 2) La gouvernance multi-acteurs

C. Une gouvernance fragmentée : l'exemple de l'environnement

Qui sont les membres du G20 ?



- Pays membres du G20
- Invité permanent
- Pays participants en tant que membres de l'UE *

Les cercles concentriques du G20.

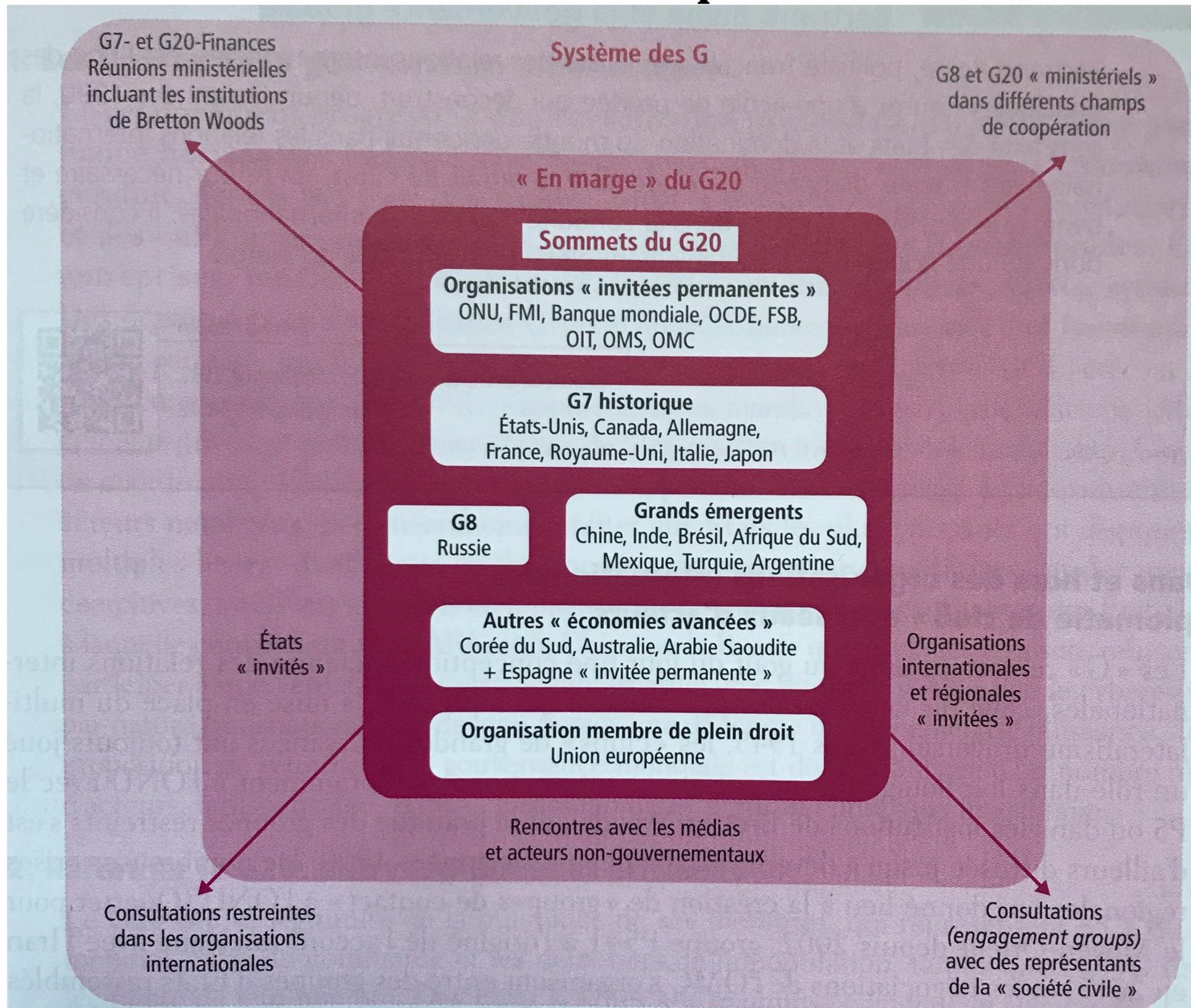


Schéma à lire de l'intérieur vers l'extérieur.



Robert Malley, avocat, politologue et spécialiste de la résolution des conflits, principal négociateur de l'accord nucléaire iranien de Vienne en 2015, nommé émissaire spécial pour l'Iran par Joe Biden en janvier 2021.
Dirige l'ICG de 2018 à 2021.



Comfort Ero, actuelle présidente.



IGF Internet
Governance
Forum



IGF ETHIOPIA
2022 ኢትዮጵያ



IGF 京都
KYOTO
2023



**IMPLEMENTING
COUNTRY
GOVERNMENTS**

**DONOR
COUNTRY
GOVERNMENTS**

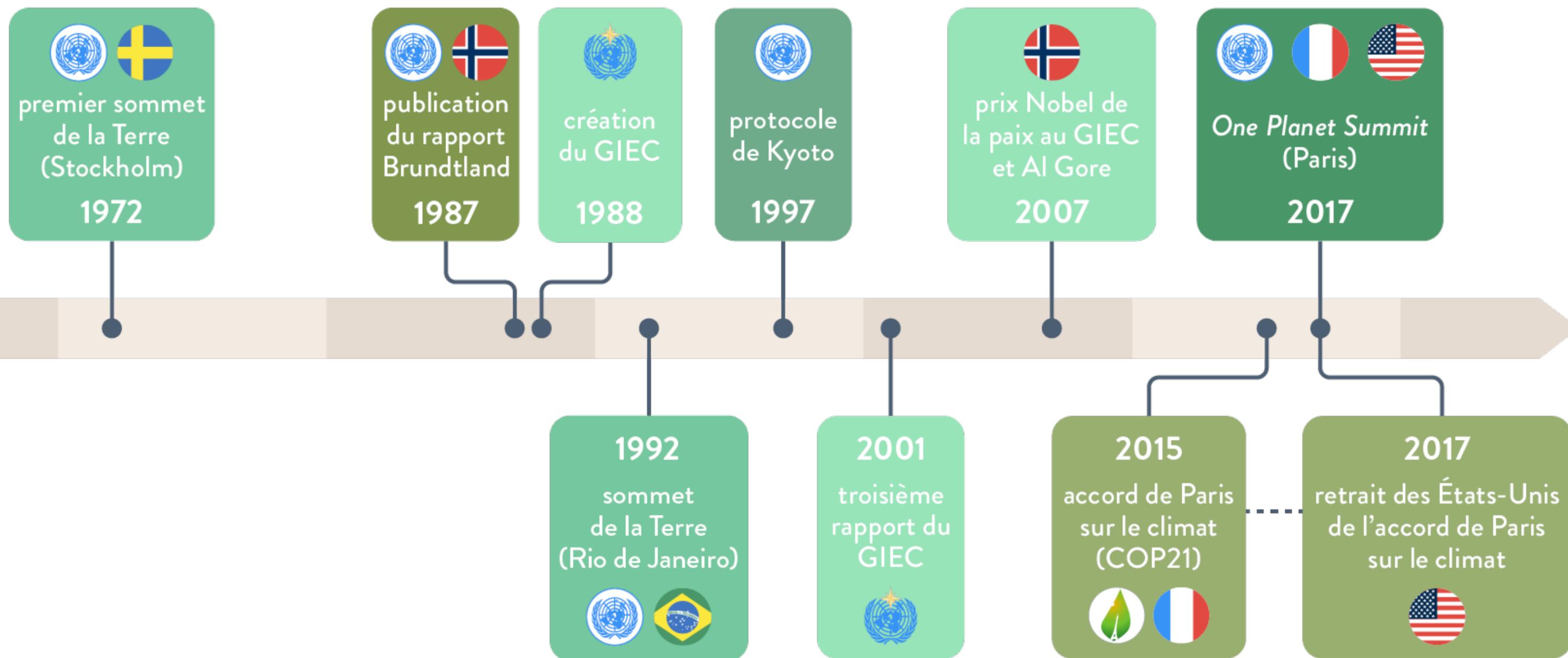
**CIVIL SOCIETY
ORGANISATIONS**

**RESEARCH
AGENCIES**

**VACCINE
MANUFACTURERS**

**PRIVATE SECTOR
PARTNERS**

Événements internationaux autour de la question climatique



2-3 JUIN 2022

STOCKHOLM

UNE PLANÈTE Saine POUR LA PROSPÉRITÉ DE TOUTES
ET DE TOUS – NOTRE RESPONSABILITÉ, NOTRE CHANCE

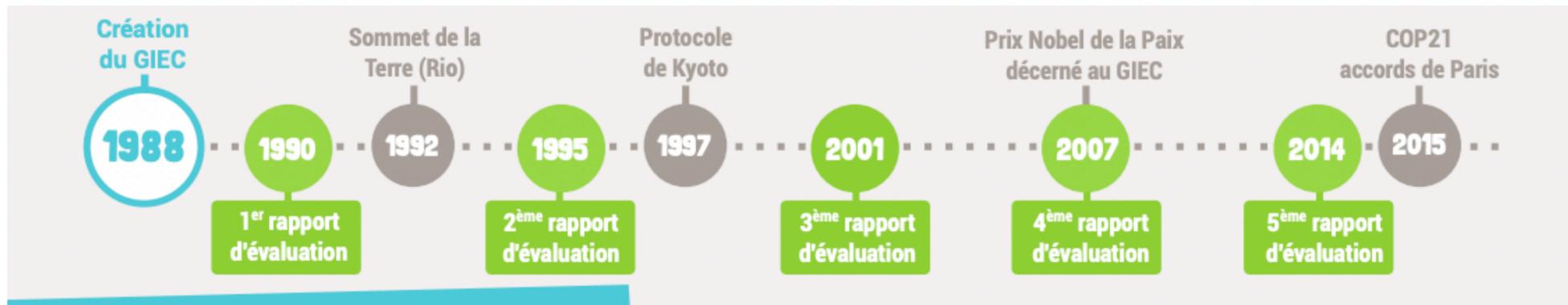


COMPRENDRE LE GIEC

**GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL
SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT**



Le GIEC a pour mandat d'évaluer, sans parti pris et de manière méthodique et objective, **l'information scientifique, technique et socio-économique** disponible en rapport avec le changement du climat. Il travaille à dégager les éléments qui relèvent d'un **consensus dans la communauté scientifique** et à **identifier les limites d'interprétation des résultats**.

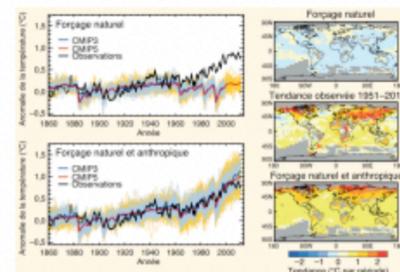


TROIS GROUPE DE TRAVAIL

GROUPE I



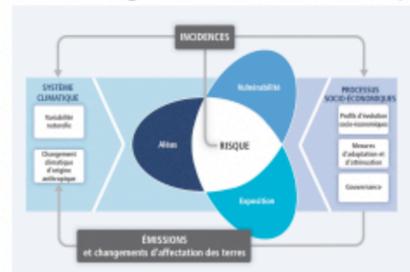
Aspects physiques du système climatique et de l'évolution du climat



GROUPE II



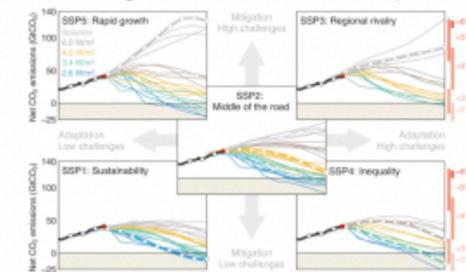
Vulnérabilités des systèmes socio-économiques et naturels aux changements climatiques



GROUPE III

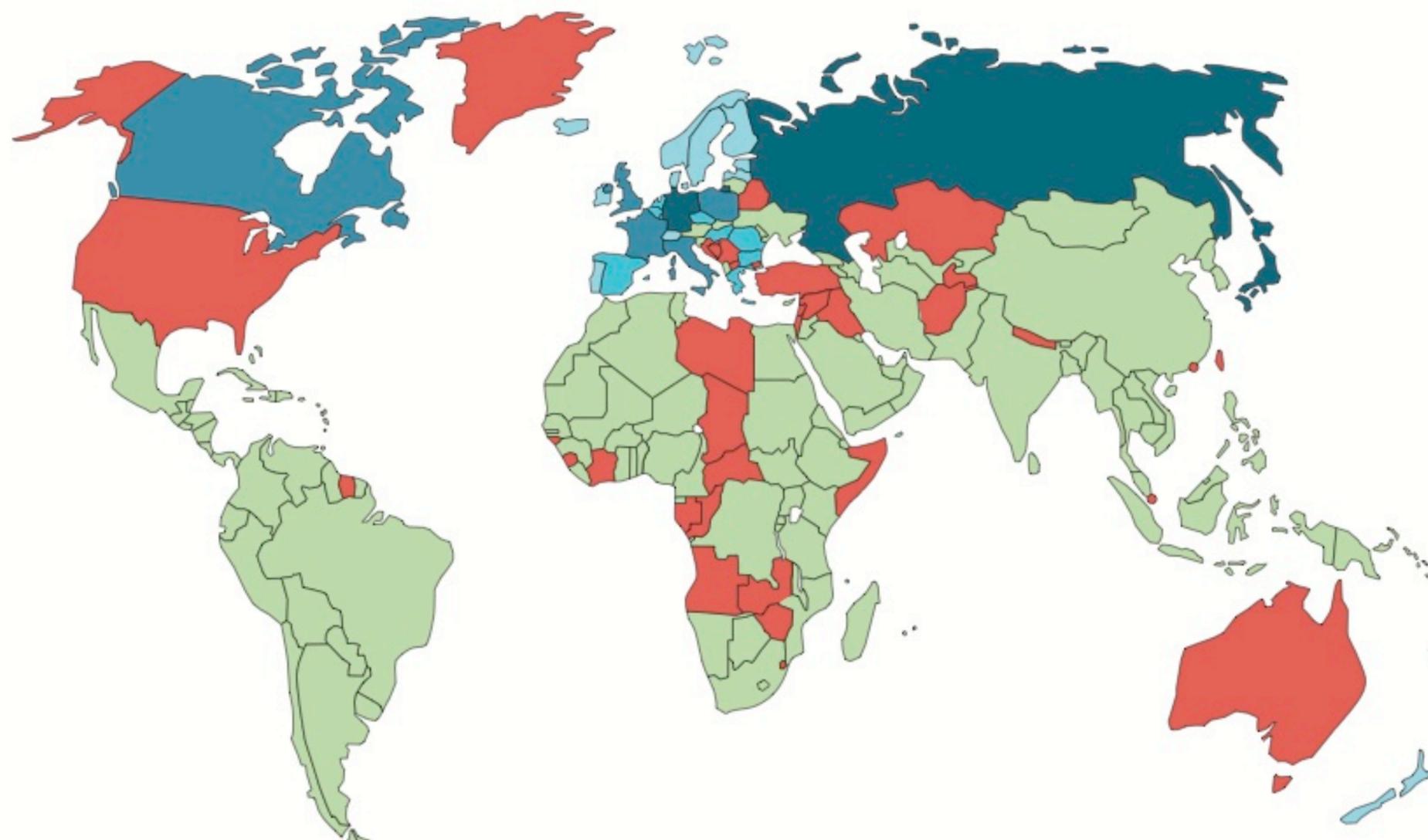


Solutions envisageables pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et atténuer les changements climatiques



Chaque groupe de travail produit un **rapport d'évaluation complet** ainsi qu'un **résumé à l'intention des décideurs**

Les engagements du Protocole de Kyoto (2005)



Engagement de limitation d'émissions
de gaz à effet de serre, en %

0 0,5 2 6,2 17,4



Méthode statistique : moyennes emboîtées

 Pays signataire
non astreint à des limitations

 Pays non signataire

Source : Atelier de cartographie de Sciences Po

L'accord climatique de Paris (2015), à l'issue de la COP21



Accord sur le climat : les points clés

Températures 2100



- Contenir le réchauffement « bien en deçà de 2°C », « Poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C »

Financement 2020-2025



- Les pays riches doivent fournir 100 milliards de \$/an à partir de 2020, un « plancher »
- Nouvel objectif chiffré « d'ici 2025 »

Différenciation



- Les pays développés doivent continuer de « montrer la voie » en matière de réduction de GES*
- Les pays en développement doivent « accroître leurs efforts d'atténuation » en fonction de leur situation

Objectif d'émissions 2050



- Plafonnement des émissions de GES « dans les meilleurs délais »
- À partir de 2050 : réductions rapides pour un équilibre entre émissions dues à l'Homme et celles absorbées par les puits de carbone

Partage des efforts



- Les pays développés doivent apporter des ressources financières pour aider les pays en développement

Les autres pays sont invités à fournir un soutien « à titre volontaire »

Mécanisme de révision 2025



- Révision tous les 5 ans
Premier bilan obligatoire en 2025
- Chaque révision représentera une progression par rapport à la précédente

Pertes



- Pour aider les pays vulnérables, il est nécessaire d'éviter, minimiser et prendre en compte les pertes dues au réchauffement



La **question des migrants et le millefeuille de structures**, souvent concurrentes, pour y répondre (ce qui nuit à l'efficacité et la cohérence d'ensemble) :

- le **Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés** (1950) ;
- l'**OIT** (qui existe déjà au sein de la SDN) pour les travailleurs migrants ;
- l'**OIM** (organisation internationale pour les migrations, 1951) pour le continent américain ;
- le **département des affaires économiques et sociales** (pour les statistiques) ;
- l'**Office des Nations unies contre la drogue et le crime** (pour la traite et le trafic d'êtres humains), voire d'autres encore pour les réfugiés climatiques...



2018 : Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, dit **Pacte de Marrakech**

III. Failles, contestations et projets de réforme de la gouvernance mondiale

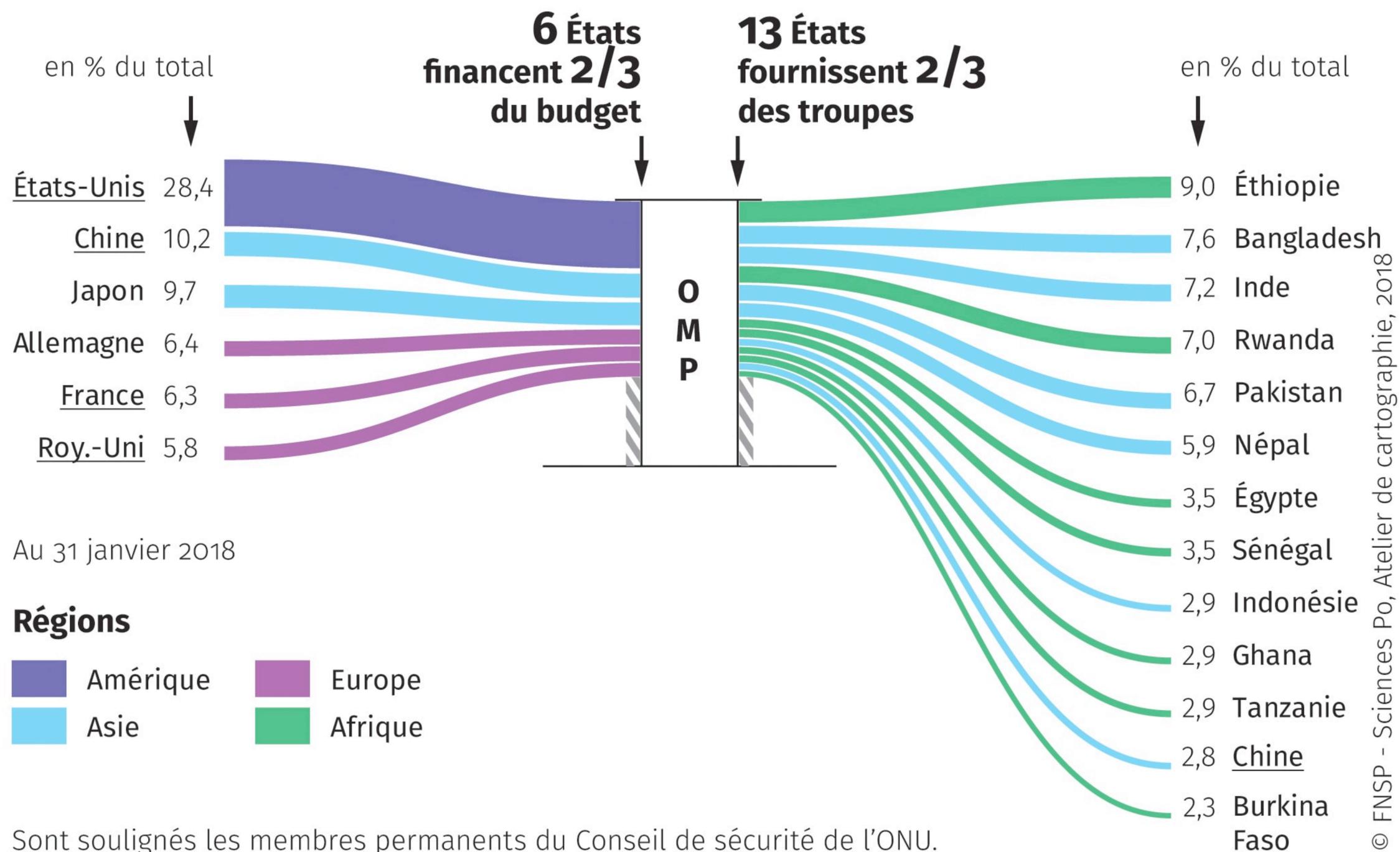
A. La démocratie internationale, défi inatteignable ?

- 1) L'ONU contestée
- 2) Les critiques de la « diplomatie des clubs »
- 3) Les mouvements populistes et identitaires contre la gouvernance mondiale

B. Les contestations de la société civile

C. Les réformes et projets de réformes

Contribution des États aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, 2018



Sources : Nations unies, Assemblée générale, Résolution A/70/331/Add.1 ; <https://peacekeeping.un.org>

Russie : le procureur de la CPI enquête sur les déportations d'enfants ukrainiens

Karim Khan, le procureur de la Cour pénale internationale, s'est rendu sur des sites du sud de l'Ukraine dans le cadre de son enquête sur les déportations d'enfants ukrainiens en Russie.



Le Monde, mars 2023

Le procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, visite le site d'un bâtiment résidentiel endommagé par un tir de missile russe fin novembre 2022, dans la ville de Vychhorod, près de Kiev, le 28 février 2023. VALENTYN OGIRENKO / REUTERS

20 mars 2023

Vladimir Poutine officiellement infréquentable

Le mandat d'arrêt délivré par la Cour pénale internationale contre le président russe accroît son isolement et adresse à l'Ukraine un message de justice très attendu.

Nuitamment, le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, s'est glissé, samedi 18 mars, au volant d'une voiture banalisée, accompagné d'un responsable local, pour « visiter » Marioupol, ville martyre d'Ukraine aujourd'hui sous contrôle russe. Il a salué quelques habitants relogés et triés sur le volet, auxquels il a soigneusement évité de serrer la main. La visite, minimale, et ses images n'ont été rendues publiques que le lendemain.

Cette première incursion de M. Poutine dans un territoire conquis depuis l'invasion de l'Ukraine par ses troupes le 24 février 2022 se voulait peut-être un geste de défi à la décision, annoncée la veille, de la Cour pénale internationale (CPI) de lancer un mandat d'arrêt contre lui pour crimes de guerre, en l'occurrence pour « déportation d'enfants ». Si c'était le cas, le geste manquait singulièrement de panache.

Mais le panache ne fait plus partie depuis longtemps de la panoplie du président russe : sous haute protection même chez lui, où il s'abstient de tout contact avec la foule et maintient les assemblées auxquelles il s'adresse à distance respectable, il est désormais à l'étranger un homme recherché. Comme pour les malfaiteurs d'une autre époque, l'ombre de l'affiche « wanted » plane aujourd'hui sur la tête de Vladimir Poutine, où qu'il aille.

C'est là la portée la plus forte de la décision de la Cour pénale internationale. La portée pratique, elle, en est très limitée. Vladimir Poutine dans le box des accusés à La Haye n'est pas, à ce stade, une hypothèse réaliste. La Cour n'a pas de pouvoirs de police, et la Russie ne livrera pas son président. Le chef du Kremlin n'est pas non plus totalement privé de voyages à l'étranger : si 123 pays ont ratifié le statut de Rome par lequel la CPI a été créée en 1998, cela en laisse encore une soixantaine hors de sa juridiction, et pas des moindres : outre les Etats-Unis, où M. Poutine avait peu de chances de se rendre, la Chine et l'Inde en font partie. L'Inde organisera le prochain sommet du G20, auquel, en principe, M. Poutine devrait être invité.

L'initiative qui s'imposait

Politiquement et symboliquement, en revanche, l'effet du mandat d'arrêt international est considérable. Arrivé lundi à Moscou pour trois jours, le président Xi Jinping aura certes droit à tous les honneurs d'une visite officielle. Mais ni les ors du Kremlin ni « l'amitié sans limites » sino-russe ne pourront masquer le fait aux yeux du monde, même si les médias chinois le passent sous silence, que l'interlocuteur du président Xi est un homme recherché pour crimes de guerre. Le président russe est aujourd'hui un dirigeant officiellement infréquentable, physiquement ou par téléphone.

La rapidité avec laquelle les juges de la CPI ont validé la demande de mandat d'arrêt du procureur Karim Khan à l'encontre de M. Poutine et de la commissaire russe aux droits de l'enfant, Maria Lvova-Belova, traduit par ailleurs la volonté de la Cour de s'affirmer dans ce dossier, alors que montait la pression pour la création d'un tribunal spécial pour juger l'agression russe. Kiev craignait en effet que la CPI ne puisse viser le premier responsable des crimes perpétrés sur des millions de civils ukrainiens.

En identifiant l'outil juridique qui lui permettait de frapper au plus haut niveau, la CPI a pris l'initiative qui s'imposait. Elle adresse aussi au pays agressé et à ceux, dont la France, qui appuient son travail d'enquête sur les crimes de guerre le message attendu : il n'y aura pas, en Ukraine, de paix sans justice.



LA RESPONSABILITÉ DE PROTÉGER

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

puf

Bertrand Badie

LA DIPLOMATIE DE CONNIVENCE

Les dérives oligarchiques
du système international



Postface inédite de l'auteur

La Découverte/Poche



« l'incroyable entêtement oligarchique qui, de G8 en G20, du P5 en groupes de contact de toute sorte, cède à l'illusion du directoire du monde [...]. Toute aristocratie chancelante suscite un tiers-état ambitieux, mais aussi une plèbe portée à l'émeute, voire à la violence, jusqu'à chercher parfois à déstabiliser, depuis sa périphérie, un ordre international plus fragile que jamais ».

Ngozi Okonjo-Iweala, présidente américano-nigériane de l'OMC depuis février 2021



Manifestations antimondialisation

Violent heurts entre la police et des manifestants au sommet du G20 de Hambourg



1999 - OMC
Seattle, États-Unis
600 arrestations
état d'urgence et couvre-feu décrétés

Avril 2001 Sommet des Amériques
Québec, Canada
400 arrestations
19 policiers blessés

2007 - G8
Rostock, Allemagne
1 000 blessés
dont
430 policiers

Hambourg, Allemagne
nombreux policiers
blessés, des dizaines
d'arrestations

2017 - G20

2009 - G20
Londres
mort d'un passant
arrêté par la police

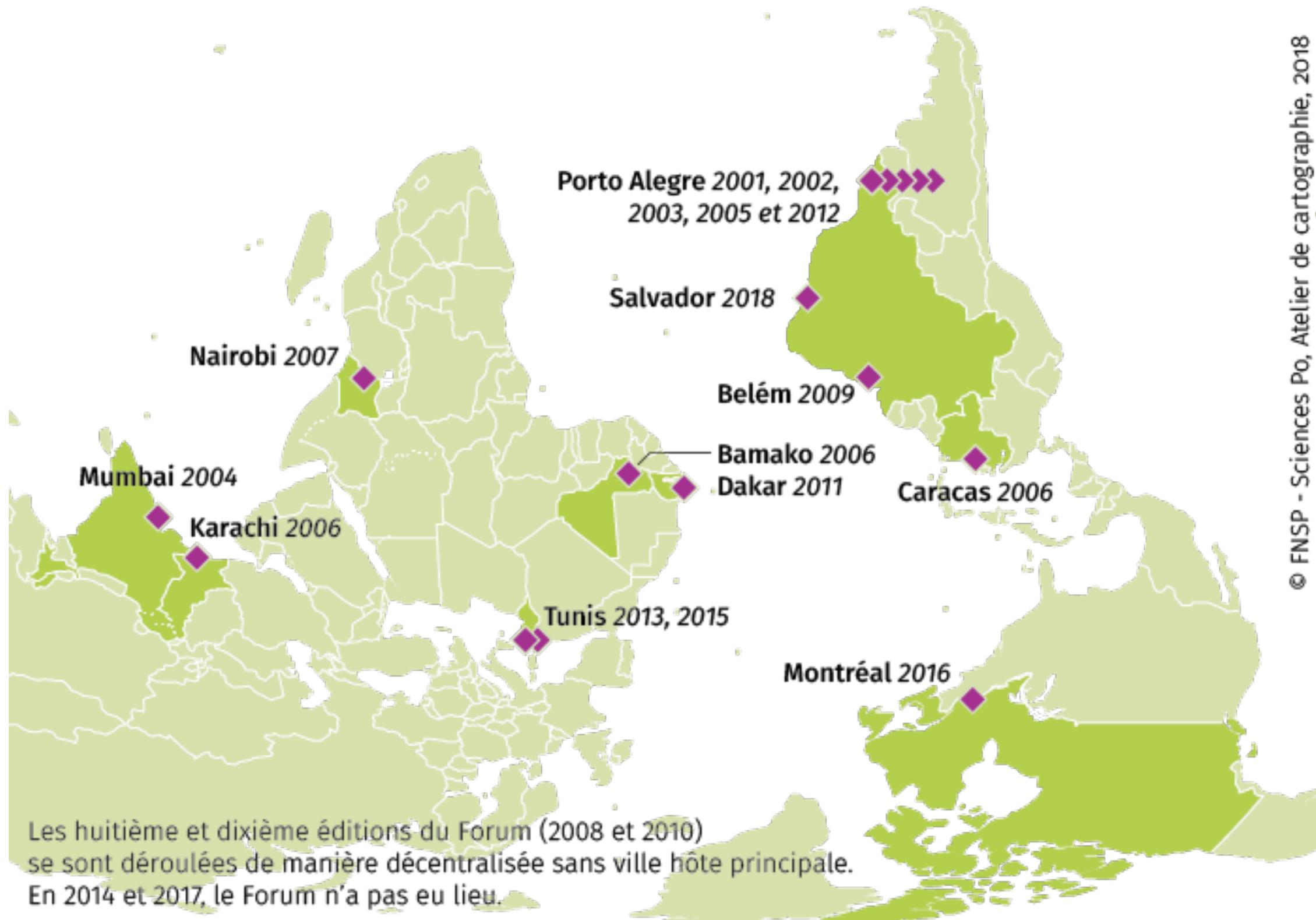
Juil 2001 G8
Gênes, Italie
Un manifestant italien tué
200 arrestations **500** blessés

Juin 2001 - Sommet U
Goeteborg, Suède
500 arrestation

2000 - FM
Prague, République tchèque
900 arrestation
des centair
de blessés



Forum social mondial





अर्को विश्व
सम्भव छ
Another
World is
Possible

विश्व सामाजिक मञ्च २०२४, नेपाल

FORUM SOCIAL MONDIAL NÉPAL 2024

Les Pandora Papers, c'est quoi ?

Pandora Papers est une enquête collaborative menée par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) en partenariat avec 150 médias internationaux, dont *Le Monde*. Elle repose sur la fuite de près de 12 millions de documents confidentiels, transmis par une source anonyme à l'ICIJ, provenant des archives de quatorze cabinets spécialisés dans la création de sociétés offshore dans les paradis fiscaux (îles Vierges britanniques, Dubaï, Singapour, Panama, les Seychelles...).

Cinq ans après les *Panama Papers*, l'enquête révèle l'ampleur des dérives de l'industrie offshore et de ses sociétés anonymes. Elle montre comment ce système profite à des centaines de responsables politiques, et comment de nouveaux paradis fiscaux prennent le relais à mesure que les anciens se convertissent à la transparence.

De Tony Blair au boucher de Vladimir Poutine, du célèbre chanteur espagnol Julio Iglesias au roi Abdallah II de Jordanie, le scandale des *Pandora Papers*, qui éclabousse des centaines de chefs d'Etat, responsables publics, et personnalités du show-business, suscite le malaise dans de nombreux pays. La plupart des mis en cause se réfugient dans le silence et le déni.

Site *Lemonde.fr*, 6 octobre 2021.



L'ÉVASION FISCALE

350 milliards d'euros par an de pertes fiscales dans le monde

120 milliards d'euros par an pour l'Union européenne

20 milliards d'euros par an de manque à gagner pour la France

Source : estimations économiques de Gabriel Zucman pour l'ICIJ

l'ICIJ (Consortium Journalistes d'investigation)

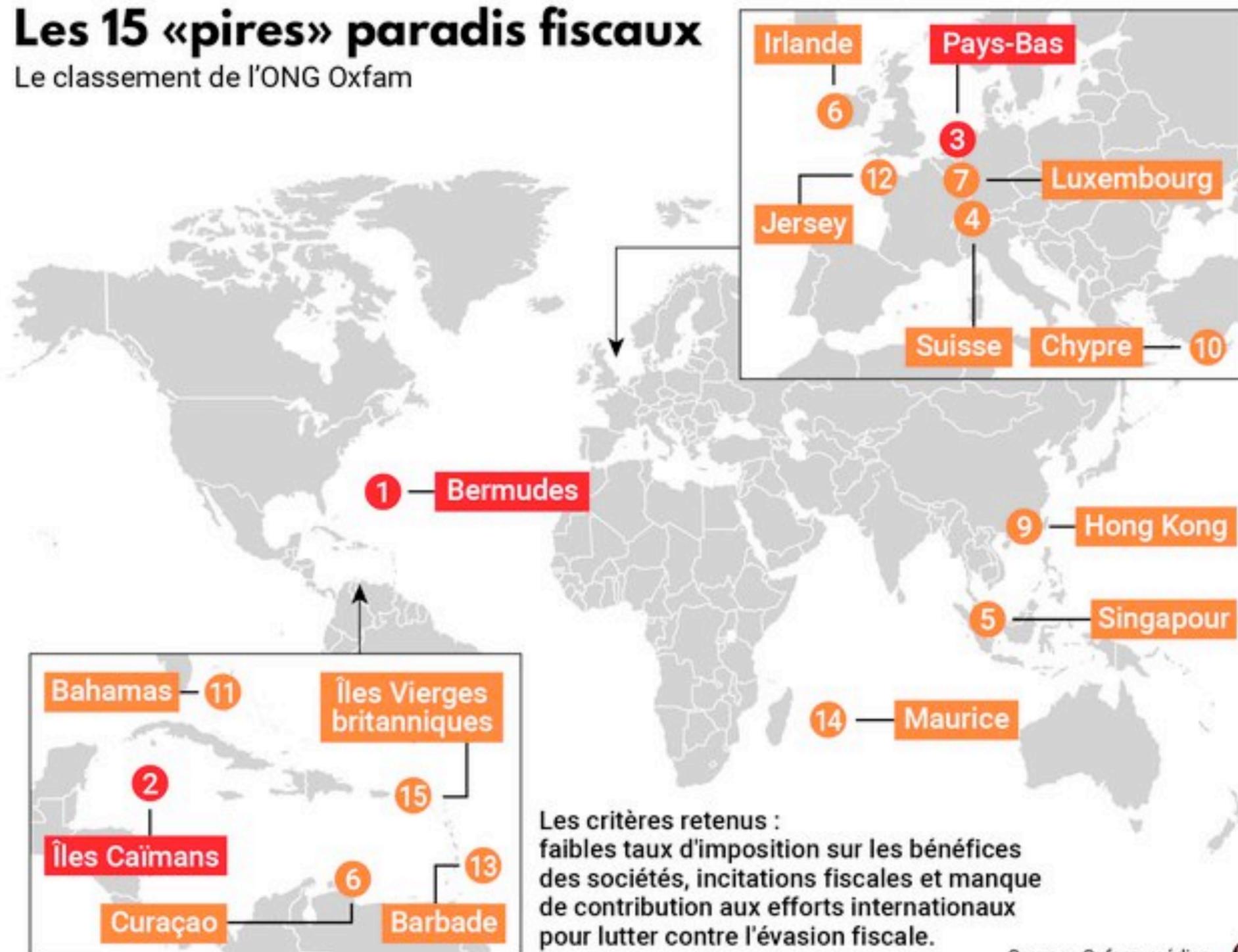
aires

Le Monde, le Guardian



Les 15 «pires» paradis fiscaux

Le classement de l'ONG Oxfam



Les critères retenus : faibles taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés, incitations fiscales et manque de contribution aux efforts internationaux pour lutter contre l'évasion fiscale.

Source : Oxfam, médias

Global Governance Group members

1. Bahamas
2. Bahrain
3. Barbados
4. Botswana
5. Brunei Darussalam
6. Chile
7. Costa Rica
8. Finland
9. Guatemala
10. Jamaica
11. Kuwait
12. Liechtenstein
13. Luxembourg
14. Malaysia
15. Monaco
16. Montenegro
17. New Zealand
18. Panama
19. Peru
20. Philippines
21. Qatar
22. Rwanda
23. San Marino
24. Senegal
25. Singapore
26. Slovenia
27. Switzerland
28. United Arab Emirates
29. Uruguay
30. Viet Nam